



KPMG SA
1 rue de l'hôpital de siège
59300 Valenciennes

Association ARELI

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024
Association ARELI
207 boulevard de la Liberté BP 1059 59011 LILLE CEDEX

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
1 rue de l'hôpital de siège
59300 Valenciennes

Association ARELI

207 boulevard de la Liberté BP 1059 59011 LILLE CEDEX

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Au Conseil d'Administration de l'association ARELI,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association ARELI relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

- Provision pour gros entretien

Votre association constitue des provisions pour couvrir les dépenses de gros entretien, tels que décrits dans la note "Provisions inscrites au Bilan" de l'annexe. Ces notes exposent les règles et méthodes comptables relatives à la comptabilisation de la provision pour gros entretien.

Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté notamment à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent les besoins, à revoir les calculs effectués par votre association et à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction générale.

- Provision pour dépréciation des valeurs mobilières de placements

Votre association constitue des provisions relatives à la dépréciation des valeurs mobilières de placements, tels que décrits dans les notes "Valeurs mobilières de placements" et "Provisions inscrites au Bilan" de l'annexe. Ces notes exposent les règles et méthodes comptables relatives à la comptabilisation de la provision pour dépréciation des valeurs mobilières de placement.

Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté notamment à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent les besoins, à revoir les calculs effectués par votre association et à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction générale.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.



Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Trésorier et le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;



- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Valenciennes, le 26 mai 2025



BILAN ACTIF

	Exercice N		Exercice N-1	
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	531 900	511 030	20 870	1 817
Immobilisations incorporelles en cours	16 361	16 361		8 892
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	4 872 648	200 515	4 672 133	4 390 390
Constructions	100 931 838	29 223 441	71 708 397	70 525 388
Autres	6 259 363	5 512 586	746 777	892 348
Immobilisations corporelles en cours	6 829 973		6 829 973	2 925 622
Avances et acomptes	773 379		773 379	561 654
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées	0		0	0
Autres titres immobilisés				
Prêts	169 028		169 028	162 636
Autres	3 005		3 005	5
TOTAL I	120 387 496	35 463 933	84 923 564	79 468 754
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	2 012 752	1 434 446	578 306	542 208
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	7 483 348	105 947	7 377 401	8 756 323
Valeurs mobilières de placement	19 985 157	500 127	19 485 031	18 723 257
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	2 062 184		2 062 184	4 779 153
Charges constatées d'avance	317 169		317 169	303 483
TOTAL II	31 860 610	2 040 520	29 820 091	33 104 423
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Écarts de conversion Actif (V)				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)	152 248 107	37 504 453	114 743 654	112 573 178

BILAN PASSIF

	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	92 562	92 562
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires	1 358	1 358
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	31 447 892	32 322 061
Autres	26 687	26 687
Report à nouveau		
Excédent ou déficit de l'exercice	(40 142)	(874 169)
Situation nette (sous total)	31 528 356	31 568 499
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	18 242 795	17 720 834
Provisions réglementées		
TOTAL I	49 771 151	49 289 333
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	2 459 976	2 621 608
TOTAL II	2 459 976	2 621 608
PROVISIONS		
Provisions pour risques	11 000	11 000
Provisions pour charges	1 197 686	1 016 481
TOTAL III	1 208 686	1 027 481
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	49 228 548	48 121 947
Emprunts et dettes financières diverses	7 799 205	7 807 637
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 023 143	1 651 507
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	898 923	743 175
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	2 250 346	1 127 295
Autres dettes	83 929	91 434
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	19 748	91 762
TOTAL IV	61 303 841	59 634 756
Ecarts de conversion Passif (V)		
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)	114 743 654	112 573 178

COMPTE DE RESULTAT EN LISTE

	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	290	230
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	9 499 805	9 170 261
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	1 839 859	2 420 558
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	89 678	31 100
Mécénats	604 600	736 020
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	550 185	517 322
Utilisations des fonds dédiés	710 472	518 666
Autres produits	596 022	584 364
TOTAL I	13 890 911	13 978 521
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	4 417 659	5 673 275
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	640 701	563 854
Salaires et traitements	2 457 217	2 235 175
Charges sociales	1 125 524	1 001 015
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	2 935 464	2 922 859
Dotations aux provisions	403 200	394 639
Reports en fonds dédiés	552 840	939 333
Autres charges	575 791	435 279
TOTAL II	13 108 397	14 165 429
1. RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	782 514	(186 908)
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	408 434	420 881
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge	220 827	494 879
Différences positives de change		873
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	617 243	283 665
TOTAL III	1 246 504	1 200 298
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	112 603	153 624
Intérêts et charges assimilées	1 703 799	1 447 929
Différences négatives de change	4	
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	205 856	183 162
TOTAL IV	2 022 263	1 784 716
2. RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	(775 760)	(584 418)

COMPTE DE RESULTAT EN LISTE - SUITE

	Exercice N	Exercice N-1
3. RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	6 754	(771 326)
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	53 869	8 717
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	109 026	48 367
TOTAL V	162 895	57 084
CHARGES EXCEPTIONNELLES :		
Sur opérations de gestion	54 466	38 361
Sur opérations en capital	102 475	63 762
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		17 061
TOTAL VI	156 941	119 184
4. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	5 954	(62 100)
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	52 851	40 743
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	15 300 309	15 235 903
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	15 340 452	16 110 072
EXCEDENT OU DEFICIT	(40 142)	(874 169)
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		

Les documents dénommés états comptables comprennent : le bilan, le compte de résultat et l'annexe.

L'exercice clôturé au 31/12/2024 présente un montant total du bilan de 114 743 654 €
et dégage un résultat de (40 142) €

Présentation d'Areli

L'association a pour objet l'amélioration des conditions de vie et/ou d'insertion sociales des diverses catégories de personnes des départements du Nord, du Pas de Calais et de la Picardie, qui composent la région Hauts de France et notamment des travailleurs migrants, des familles, des jeunes travailleurs et des étudiants, des personnes âgées ou handicapées, des personnes défavorisées.

Areli, principal acteur du logement accompagné en région Hauts-de-France, propose une offre de logements principalement dédiée à ceux que le marché classique laisse sans solution satisfaisante. Une offre complémentaire à celle des bailleurs sociaux traditionnels. En métropole lilloise, dans le Dunkerquois et l'Arrageois, Areli compte près de 2000 logements au sein de résidences de logements temporaires, pensions de famille, résidence accueil, résidence de jeunes travailleurs, résidences locatives seniors et résidences locatives classiques.

Areli est également maître d'ouvrage d'insertion pour le compte d'autrui. A ce titre, elle peut réhabiliter ou construire pour d'autres acteurs : souvent des associations actives dans le champ du social, du médico-social ou de l'hébergement. Elle contribue ainsi au développement de l'offre de logement spécialisé et de l'hébergement.

Areli est à l'initiative du programme Emergence. Le programme a fêté ses 20 ans en 2022. Emergence a permis à plus de 700 bacheliers issus de milieux modestes de poursuivre les études qu'ils souhaitent et de se construire un avenir professionnel à la hauteur de leur potentiel et de leurs ambitions.

Evènements significatifs de l'exercice

La seconde tranche de la Résidence Locative Le Clos du lapin blanc située rue de Cassel à Dunkerque a été livrée en milieu d'année 2024. Le chantier de la rue de Bonte à Lille s'est poursuivi.
L'association a obtenu le chiffrage des boucliers tarifaires 2023, fin 2024, pour un montant total de 540K€. Ces sommes ont été encaissées en début d'année 2025.

Evènements postérieurs à la clôture des comptes

A la date d'arrêté des comptes par le Trésorier, nous n'avons pas connaissance d'incertitudes significatives qui remettent en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation de manière pérenne. En conséquence, les états financiers au 31 décembre 2024 ont été préparés sur la base de la continuité de l'activité.

Principes, règles et méthodes comptables :

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Ils sont présentés conformément aux dispositions du règlement ANC n°2014-03 relatif au PCG sous réserve des dispositions particulières figurants dans le règlement ANC n°2018-06 modifié, du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif et ses règlements modificatifs.

Le règlement n° 2023-05 relatif aux Solutions informatiques est appliqué.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- indépendance des exercices
- continuité d'exploitation
- permanence des règles et méthodes d'un exercice à l'autre.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Créances :

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque les créances présentent un risque de non recouvrement. Cette provision est individualisée.

Valeurs mobilières de placements

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée pour le montant de la différence.

Au 31 décembre 2024, les principales catégories de placements inscrites au bilan sont les obligations (3 157 054€), les FCP (7 055 316€), les SCPI (3 129 931€), les contrats de capitalisation (2 800 000€), les EMTN (2 250 000€), les ETF (352 022€), les actions (949 872€) et les SICAV (143 300€). Le montant des dépréciations à la clôture s'élève à 500 127 €. Au 31 décembre 2024, les plus values latentes s'élèvent à 387 389 €.

A la date d'arrêt des comptes, les plus/moins values latentes s'élèvent à -188 223 €. Cette situation résulte d'une baisse anormale et momentanée liée à l'environnement international.

Immobilisations incorporelles, corporelles et financières :

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (après déduction des RRR et escomptes obtenus) ou à leur coût de production.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations. Les droits de mutation, honoraires, commissions et frais d'actes sont inclus dans le coût de production.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

Méthode d'amortissement

Les immobilisations sont amorties à partir de la date de mise en service du bien sur leur durée d'utilité avec une valeur résiduelle nulle.

Les immobilisations incorporelles sont amorties entre 1 an et 5 ans selon la durée d'utilisation estimée.

L'association a acquis un logiciel en SAAS pour la dématérialisation des factures, les coûts liés aux projets ont été immobilisés.

Pour les nouvelles immobilisations mises en service depuis 2010, l'association a réduit le nombre de composants.

Les anciens composants (plomberie, électricité et ascenseur) font désormais partie de la structure. En effet, pour ces nouvelles immobilisations, il n'est pas prévu de renouvellement avant celui de la structure.

Type d'immobilisations	Durée	Composants	Durée
Installations et agencements terrains	15 ans	Structure	45 ans
Mobilier de bureau	8 ans	Menuiserie	25 ans
Matériel de bureau	5 ans	Chauffage collectif	25 ans
Matériel informatique et site internet	3 ans	Chauffage individuel	15 ans
Agencements mobilier chambre	8 ans	Etanchéité	15 ans
Literie	3 ans	Ravalement	15 ans
Extincteurs, accastillages, électroménager	8 ans	Revêtement de sol	15 ans
Outillage	8 ans		

Immobilisations

Période du 01/01/24 au 31/12/24

ARELI

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Virement de poste à poste	Acquisitions, création, virements
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles	527 533		20 728
TOTAL immobilisations incorporelles :	527 533		20 728
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains	4 600 689		284 334
Constructions sur sol propre	75 376 780	2 984 665	160 727
Constructions sur sol d'autrui	2 729 843		2 751
Constructions installations générales	20 288 348	514 670	119 752
Installations techniques et outillage industriel			
Installations générales, agencements et divers	2 303 292		
Agencement/mobilier chambre	2 829 926		16 261
Mat., mobil. de bureau, informatique	490 020		6 013
Autres immobilisations corporelles	788 836		13 081
Immobilisations corporelles en cours	2 925 622		7 411 701
Avances et acomptes	561 654		211 725
TOTAL immobilisations corporelles :	112 895 010	3 499 335	8 226 344
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES			
Participations évaluées par mises en équivalence			
Autres participations	0		
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	162 641		52 358
TOTAL immobilisations financières :	162 642		52 358
TOTAL GÉNÉRAL	113 585 185	3 499 335	8 299 430

RUBRIQUES	Virement de poste à poste, abandons de projets	Sorties d'actifs	Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations légales
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement				
Autres immobilisations incorporelles			548 261	
TOTAL immobilisations incorporelles :			548 261	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains		12 374	4 872 648	
Constructions sur sol propre		760 615	77 761 557	
Constructions sur sol d'autrui			2 732 594	
Constructions installations générales		485 083	20 437 687	
Install. techn., matériel et out. industriels				
Inst. générales, agencements et divers			2 303 292	
Agencement/mobilier chambre		82 810	2 763 377	
Mat., mobil. de bureau, informatique		6 931	489 101	
Autres immobilisations corporelles		98 324	703 593	
Immobilisations corporelles en cours	3 507 350		6 829 973	
Avances et acomptes			773 379	
TOTAL immobilisations corporelles :	3 507 350	1 446 138	119 667 202	
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations mises en équivalence				
Autres participations			0	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immo. financières		42 966	172 033	
TOTAL immobilisations financières :		42 966	172 034	
TOTAL GÉNÉRAL	3 507 350	1 489 104	120 387 497	

Amortissements

ARELI

Période du 01/01/24 au 31/12/24

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE				
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement.				
Autres immobilisations incorporelles	500 463	10 568		511 030
TOTAL immobilisations incorporelles :	500 463	10 568		511 030
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	210 298	2 591	12 374	200 515
Constructions sur sol propre	16 846 727	1 647 653	678 126	17 816 255
Constructions sur sol d'autrui	1 199 041	40 020		1 239 061
Constructions installations générales	9 716 021	917 233	465 130	10 168 124
Installations techn. et outillage industriel				
Inst. générales, agencements et divers	2 180 128	17 693		2 197 822
Agencement/mobilier chambre	2 171 626	125 890	82 810	2 214 706
Mat.,mobil. de bureau, informatique	184 266	9 142	6 898	186 511
Autres immobilisations corporelles	982 472	29 400	98 324	913 547
TOTAL immobilisations corporelles :	33 490 580	2 789 623	1 343 662	34 936 541
TOTAL GÉNÉRAL	33 991 043	2 800 190	1 343 662	35 447 571

Provisions Inscrites au Bilan

Période du 01/01/24 au 31/12/24

ARELI

RUBRIQUES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
Provisions pour litiges				
Prov. pour garant. données aux clients				
Prov. pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Prov. pour pensions et obligat. simil.	201 243	21 144	1 713	220 674
Provisions pour impôts				
Prov. pour renouvellement des immo.				
Provisions pour gros entretien et grandes révisions	815 238	382 056	220 282	977 012
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres prov. pour risques et charges	11 000			11 000
PROV. POUR RISQUES ET CHARGES	1 027 481	403 200	221 995	1 208 686
Prov. sur immobilisations incorporelles	16 361			16 361
Prov. sur immobilisations corporelles	109 026		109 026	
Prov. sur immo. titres mis en équival.				
Prov. sur immo. titres de participation				
Prov. sur autres immo. financières				
Provisions sur stocks et en cours				
Provisions sur comptes clients	1 425 755	135 273	126 582	1 434 446
Autres provisions pour dépréciation	714 297	112 603	220 827	606 074
PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION	2 265 439	247 877	456 435	2 056 880
TOTAL GÉNÉRAL	3 292 920	651 077	678 431	3 265 566

Provision pour retraite

Les engagements font l'objet d'une évaluation actuarielle, en appliquant la méthode des unités de crédits projetées. Cette méthode consiste à déterminer les droits acquis par le personnel à la clôture en matière de retraites, d'avantages postérieurs à l'emploi et d'avantages à long terme en tenant compte des conditions économiques et des perspectives d'évolution de salaires. A ce titre, l'évaluation des indemnités de départ en retraite tient compte en particulier des données ci-après. Les salaires en fin de carrière en intégrant l'ancienneté des salariés, le niveau de salaires projeté à la date de départ en retraite compte tenu des effets de progression de carrière attendus et d'une évolution estimée du niveau de retraite. L'âge de départ en retraite, déterminé en fonction des dispositions applicables dans l'association. Les effectifs prévisionnels de retraités, déterminés à partir des taux de rotation d'effectifs et de la table de mortalité INSEE 2012/2014 mixte. Le taux d'actualisation nominal de 3,38 % et le taux de progression des salaires de 1,64 %.

Provision pour gros entretien

La provision est établie sur la base des coûts prévisionnels qui devront être engagés sur les 3 prochaines années pour les sites ayant fait l'objet d'un audit dans le cadre du plan pluriannuel d'entretien.

Une estimation basée sur les coûts constatés lors des derniers exercices a été pris en considération afin d'affecter une provision gros entretien pour les sites n'ayant pas encore fait l'objet d'un audit approfondi. Ce plan évolue en fonction de la réalisation des travaux et des inspections régulièrement réalisées.

Autres provisions pour dépréciation

Les autres provisions pour dépréciations correspondent pour 500 125 € à la dépréciation sur les placements financiers et pour 105 947 € à deux créances présentant un risque d'irrecouvrabilité. Les créances ont donc été dépréciées à hauteur des sommes non encore reçues.

État des Créances et Dettes

ARELI

Période du 01/01/24 au 31/12/24

ÉTAT DES CRÉANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ			
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1) (2)	169 028	4 661	164 367
Autres créances immobilisées	3 005	3 005	
TOTAL de l'actif immobilisé :	172 033	7 666	164 367
DE L'ACTIF CIRCULANT			
Usagers	2 012 752	2 012 752	
Personnel et charges sociales à récupérer	214	214	
État et autres collectivités publiques	6 126 715	6 126 715	
Confédération, Fédération, Asso. & organismes apparentés			
Débiteurs divers	1 356 419	1 356 419	
TOTAL de l'actif circulant :	9 496 100	9 496 100	
TOTAL GÉNÉRAL	9 668 134	9 503 766	164 367
(1) Dont prêts accordés en cours d'exercice	10 858		
(2) Dont remboursements obtenus en cours d'exercice	4 397		

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes financières divers	57 027 752	2 640 044	4 107 471	50 280 237
Dettes sur immo. et comptes rattachés	2 250 346	2 250 346		
TOTAL :	59 278 098	4 890 390	4 107 471	50 280 237
Fournisseurs et comptes rattachés	1 023 143	1 023 143		
Usagers avances reçues				
Dettes relatives au personnel	459 460	459 460		
État et autres collectivités publiques	439 463	439 463		
Conf., Fédération, Asso. & organ. appar				
Autres dettes	83 929	83 929		
TOTAL :	2 005 995	2 005 995		
TOTAL GÉNÉRAL	61 284 093	6 896 385	4 107 471	50 280 237

Produits à Recevoir

ARELI

Période du 01/01/24 au 31/12/24

MONTANT DES PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
Immobilisations financières	
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances	
Créances clients et comptes rattachés	
Personnel	
Organismes sociaux	
État	68 699
Divers, produits à recevoir	116 965
Autres créances	65 261
Valeurs Mobilières de Placement	45 414
Disponibilités	
TOTAL	296 340

Charges à Payer

ARELI

Période du 01/01/24 au 31/12/24

MONTANT DES CHARGES À PAYER INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
Intérêts courus non échus	1 095 428
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	527 178
Dettes fiscales et sociales	343 995
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	529 501
Disponibilités, charges à payer	
Autres dettes	
TOTAL	2 496 102

Charges et Produits Constatés d'Avance

ARELI

Période du 01/01/24 au 31/12/24

RUBRIQUES	Charges	Produits
Charges ou produits d'exploitation	317 169	19 748
Charges ou produits financiers		
Charges ou produits exceptionnels		
TOTAL	317 169	19 748

Les charges constatées d'avances concernent pour 237 554.38€ les assurances dommages ouvrages souscrites lors des constructions/réhabilitations de résidences. Ces assurances s'étalent sur 10 ans à compter de la mise en service.

VARIATION DES FONDS PROPRES

	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise	92 562				92 562
Fonds propres avec droit de reprise	1 358				1 358
Ecarts de réévaluation					
Réserves	32 348 748	(874 169)			31 474 579
Report à nouveau					
Excédent ou déficit de l'exercice	(874 169)	874 169	(40 142)		(40 142)
Situation nette	31 568 499		(40 142)		31 528 357
Fonds propres consomptibles					
Subventions d'investissement	17 720 834		521 960		18 242 794
Provisions réglementées					
TOTAL	49 289 333		481 818		49 771 151

A la demande des financeurs, et pour donner une meilleure information financière, l'association a décidé en 2009 d'amortir les subventions d'investissement perçues.

Les subventions sont étalées au rythme des amortissements des biens auxquelles elles se rapportent. Ces quotes-parts de subventions sont constatées dans les autres produits d'exploitation.

Les nouvelles subventions d'investissements s'élèvent à 1 020 000 € en valeur brute. Le total brut des subventions d'investissements s'élève à 23 266 365 € au 31 décembre 2024 dont 6 214 596 € sont relatives à des opérations non encore mises en service ou n'ayant pas commencées (2 845 196€).

VARIATION DES FONDS DEDIES

	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	REPORTS	UTILISATIONS		TRANSFERTS	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation (1)	Subv département jeunes ASE	154 016	81 148			72 868	
	Subv département Habitat inclusif	12 004	10 890			12 004	
	Subv FSL MEL	10 890					
Contributions financières d'autres organismes (1)	Subv ALS Projet Renoir	4 000	93 087		4 000	20 608	
	Convention CMAO 2022-2025	113 695					
Ressources liées à la générosité du public (1)	Programme Emergence	2 339 007	525 347			2 354 496	
		540 836					
	TOTAL	2 621 608	710 472		4 000	2 459 976	

(1) Les lignes sont à ventiler par projet ou catégorie de projet

Octroie des concours publics et subventions d'exploitation

en €	31/12/2024	31/12/2023	Var
Concours publics	133 054	271 041	-137 987
CAF	123 869	112 984	10 885
Autres	9 185	158 057	-148 872
Subventions d'exploitation	1 706 805	2 149 517	-442 712
DDETS	1 146 049	1 158 164	-12 115
Départements	318 000	486 353	-168 353
Programme Emergence dont contrat ville	81 100	160 400	-79 300
Aide exceptionnelle Résidences sociales _ ASP		192 960	-192 960
Autres	161 656	151 640	10 016
Total Concours publics et subventions d'exploitation	1 839 859	2 420 558	-718 686

Ventilation du chiffre d'affaires

Activité	CA 2024	CA 2023
RESIDENCES DE LOGEMENTS TEMPORAIRES	3 734 696	3 740 916
PENSIONS DE FAMILLE	575 457	541 763
RESIDENCE ACCUEIL	148 586	138 158
FOYER DE JEUNES TRVAILLEURS	776 674	753 256
RESIDENCES LOCATIVES	1 659 291	1 552 789
RESIDENCES SENIORS	1 674 584	1 621 231
SOLIDARITE	767 069	730 959
HABITAT INCLUSIF	105 769	-
GARAGES/PARKINGS	54 673	54 064
FOYERS DE TRAVAILLEURS MIGRANTS	3 006	37 125
Total général	9 499 805	9 170 261

ENGAGEMENTS DONNÉS	Montant
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions, retraites et indemnités	
Autres engagements donnés :	2 101 890
Nantissement de titres pour garantir deux prêts Crédit Mutuel	2 101 890

TOTAL	2 101 890
-------	-----------

ENGAGEMENTS RECUS	Montant
Garanties Métropole Européenne de Lille	21 296 401
Garanties CUD et ville de Dunkerque	9 719 203
Garanties CUD Arras	2 530 160
Garanties CGLLS	9 337 003
Garanties ville de Lestrem	3 542 103
Garanties ville de Beuvrages	4 102 881

TOTAL	50 527 750
-------	------------

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

RÉPARTITION	Montant	Impôts
Résultat d'exploitation	782 514	
Résultat financier	(775 760)	52 851
Résultat comptable (hors participation)	(40 142)	

Effectifs

EFFECTIFS	Personnel salarié
Cadres	13
Agents de maîtrise et techniciens	48
Employés et Ouvriers	7
TOTAL	68

Contributions Volontaires en nature

Areli n'est pas en mesure de quantifier les heures de bénévolat, elles n'ont pas fait l'objet d'une évaluation.

Informations relatives à la rémunération des dirigeants

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant des rémunérations et avantages en nature versé aux trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou aux salariés s'est élevé à 182 562 €